

170, BOULEVARD DU MONTPARNASSE
75014 PARIS - FRANCE
TÉL. 320.36.20
C. C. P. 1248-74 N PARIS

Les graves émeutes qui, le 5 février 1975, se sont officiellement soldées par une centaine de morts à Lima, ramènent l'attention sur le système politique péruvien actuel.

Depuis le coup d'Etat du 5 octobre 1968, les militaires au pouvoir ont entrepris un nombre impressionnant de "réformes de structures" de type socialiste et nationaliste (cf documents DIAL D 121, D 170, D 181 et 182, D 193).

Qui sont ces militaires? Quelle est la raison de leur évolution et d'où vient l'originalité de la "révolution péruvienne"?

Carlos Delgado, directeur du SINAMOS (Système National de Mobilisation Sociale), répond.

(Note DIAL - 12/02/75)

LE NOUVEAU COMPORTEMENT DES MILITAIRES

L'intervention militaire d'octobre 1968 a été le résultat d'un important processus de mûrissement à l'intérieur des Forces Armées péruviennes. Pendant plus de quinze ans, l'institution militaire s'est préparée à remettre en question le rôle qu'elle avait traditionnellement rempli dans l'infortunée vie républicaine du Pérou. Son rôle avait en effet consisté à garantir le maintien du statu quo économique et social, à être une institution au service de l'ordre établi. La mise en cause de ce rôle traditionnel a conduit les Forces Armées à envisager une totale redéfinition de leur image de marque institutionnelle, un profond changement de mentalité et de comportement, ainsi qu'une fondamentale modification de leur place dans la vie politique du Pérou.

Les premiers changements se produisirent peu après la seconde guerre mondiale. Le souci qu'avaient les officiers péruviens d'étudier et de comprendre les problèmes sociaux et économiques du pays, se concrétisa sous une forme institutionnelle par la création, en 1952, du Centre des Hautes Etudes Militaires. L'analyse, d'une part, de l'expérience de la conflagration mondiale de l'époque et des séquelles politiques qu'elle a occasionnées, et, d'autre part, l'étude attentive de la problématique sociale et économique du Pérou leur montrèrent très clairement le lien étroit qui existait entre les problèmes de la sécurité nationale et ceux de ce qu'il est convenu d'appeler le front interne. Les problèmes nationaux étaient la conséquence des déséquilibres énormes provoqués par le sous-développement et la domination impérialiste sur l'économie péruvienne, fondamentalement dépendante de l'étranger. De la sorte, les problèmes cruciaux du front interne se trouvaient relever de la sécurité nationale. Tant qu'ils resteraient sans solution, le Pérou ne pouvait cesser de demeurer un pays faible et vulnérable. Face à une telle situation, les Forces Armées se trouvaient dans l'impossibilité de garantir efficacement et réellement la sécurité du Pérou comme territoire, comme nation et comme Etat.

L'étude de la problématique sociale et économique du pays les a par ailleurs amenées à la conclusion que les choix politiques étaient inéluctables. Autrement dit, il était impossible de s'en tenir à une attitude de neutralité devant les problèmes fondamentaux du Pérou. Ou bien on maintenait le statu quo, ou bien on réglait les problèmes. Dans les deux cas, il fallait obligatoirement faire un choix politique: conservateur dans le premier, révolutionnaire dans le second. Le dilemme devint capital. En choisissant en effet la seconde alternative, il devenait parfaitement évident qu'il ne pouvait y avoir absolument aucune possibilité de continuer à parler d'apolitisme, présupposé qui avait été constamment véhiculé par les groupes oligarchiques et qui, en réalité, s'était toujours traduit historiquement par un choix de type conservateur.

L'abandon de l'apolitisme en tant que position institutionnelle fut la conséquence directe de la prise en charge des problèmes structureux de la société péruvienne. Ce fait s'avéra particulièrement décisif pour la reformulation du cadre politique national, car sa reconnaissance par les militaires signifiait que les problèmes de la sécurité nationale du Pérou impliquaient inévitablement une action politique révolutionnaire. C'est effectivement ce qui se produisit au moment où les partis politiques les plus importants du pays avaient définitivement abandonné leurs positions virtuellement révolutionnaires. Ce changement d'attitude de l'institution militaire fut à l'origine d'un phénomène en vertu duquel les Forces Armées devenaient un instrument au service de la transformation du pays. L'action militaire du Gouvernement révolutionnaire marqua le début d'une restructuration définitive de l'appareil politique traditionnel.

Aux explications précédentes, il conviendrait d'ajouter d'autres facteurs qui favorisèrent le changement de mentalité et de comportement de la part de l'institution militaire péruvienne.

En premier lieu, il faut rappeler que la grande majorité des officiers des Forces Armées sont originaires des secteurs populaires et de classes moyennes, et qu'ils viennent de la province. Il n'existe donc aucun lien préférentiel entre les officiers péruviens et les intérêts de l'oligarchie ou de la classe dominante.

En deuxième lieu, le fonctionnement de l'organisation militaire est basé sur la rotation constante des officiers dans les établissements militaires de l'ensemble du pays. C'est pour eux l'occasion d'entrer en contact avec pratiquement tous les aspects les plus dramatiques de la réalité du pays. La connaissance directe de cette réalité représente un complément très important de l'entraînement professionnel et théorique des officiers, en leur faisant saisir l'ampleur et la complexité des problèmes fondamentaux de notre société. Cette prise de conscience joua un rôle décisif dans la conviction naissante des Forces Armées que leur fonction traditionnelle au Pérou devait être revue de façon radicale.

En troisième lieu, l'expérience de la lutte anti-guérilla de 1965 eut également un impact significatif sur l'effort de redéfinition de l'image de marque traditionnelle des institutions militaires. La guérilla ne mobilisa jamais la paysannerie péruvienne de façon massive. Mais elle démontra l'importance des problèmes sociaux agraires; elle mit en

évidence, sous un jour nouveau, l'injustice sociale existante dans le secteur rural; et elle manifesta la capacité qu'avaient de petits groupes venus de la ville, en particulier des étudiants et des fonctionnaires, d'entreprendre une action révolutionnaire dans un pays marqué par de profondes inégalités sociales et aux prises avec de grands problèmes non réglés qui affectaient l'existence quotidienne d'une majorité de péruviens. Aussi la conviction se fit jour que l'agitation révolutionnaire dans les campagnes ne pouvait s'expliquer de façon satisfaisante par la seule considération simpliste d'une pénétration des campagnes par des extrémistes. Bien au contraire, la guérilla devait être considérée comme la conséquence directe d'un ordre social profondément déséquilibré et injuste dont les problèmes exigeaient une politique sociale et économique transformatrice, et non des solutions de type répressif.

Voilà les principaux facteurs qui sont à l'origine du changement fondamental d'attitude de la part des Forces Armées. Ce processus institutionnel atteignit son point culminant au moment le plus critique du déviationnisme conservateur des partis politiques qui, au Pérou, avaient bénéficié de l'appui populaire grâce à leur perspective apparemment révolutionnaire et progressiste et qui ont dominé la scène politique du Pérou au cours des dernières années de la période pré-révolutionnaire.

(Carlos Delgado - Publications du SINAMOS: "Significado político y social del proceso revolucionario peruano", 26 janvier 1973, p. 7 à 11)

(Traduction DIAL - En cas de reproduction, nous vous serions obligés d'indiquer la source DIAL)